

Si la question de l'orientation scolaire des jeunes reste un élément particulièrement visible de choix stéréotypés, cela n'est que le « bout de la chaîne » d'un long parcours de formation. Ces questions méritent compétences et constitue un vrai métier (CO-psy). De ce point de vue, les récentes directives imposant aux professeurs principaux de faire ce travail n'est pas sans risque. **La formation initiale et continue des enseignant-es, la rénovation des pratiques pédagogiques, la réflexion sur l'évaluation et les contenus sont autant de moments où doivent être étudiées ces problématiques, afin de faire reculer la violence et le sexisme et d'œuvrer à la lutte contre les stéréotypes, vecteurs privilégiés de l'invisibilité du phénomène et du maintien des inégalités. Des modules obligatoires devraient être mis en place dans les instituts de formation de maîtres. Les recherches devraient être plus diffusées et des colloques organisés pour les personnels Bilan donné en début (ou fin d'année) au CSE**

• Les « bonnes pratiques » ?

Toute réduction de l'offre scolaire ne serait pas à même de répondre aux grands défis posés par l'égalité entre les sexes ; éduquer et enseigner, cela prend du temps et ce n'est pas dans la réduction des horaires-élèves que nous trouverons collectivement les solu-

Conseil d'orientation des retraites : séance plénière du 22 octobre

Les projections actualisées du COR ne modifient pas fondamentalement les résultats des projections précédentes, mais font apparaître un besoin de financement plus élevé sur le court et moyen terme. Par contre, il est confirmé que le besoin de financement est bien plus faible à long terme que dans les projections antérieures.

Besoin de financement du système de retraite (avant prise en compte des nouvelles ressources envisagées en 2003*)

En % du PIB	2006	2015	2020	2030	2040	2050
Masse des cotisations	12,9	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0
Dépenses de retraite	13,1	13,7	14,1	14,7	14,9	14,8
Besoin de financement	-0,2	-0,7	-1,0	-1,7	-1,9	-1,7
Besoin de financement projections 2005 (2003)	0,0		-0,8			- 3,1

Note : un signe moins correspond à un besoin de financement.
* Redéploiement des cotisations chômage vers l'assurance vieillesse et augmentation des contributions aux régimes de la fonction publique, annoncés au moment de la réforme de 2003.
Source : maquette COR, 2007.

Sur le court terme, la dégradation vient essentiellement des nouvelles projections de la CNAV. Le COR prend en compte d'une part l'existence d'un déficit en début de période (2006), et d'autre part le faible impact des réformes sur les comportements de départ en retraite. La projection est basée sur l'hypothèse que jusqu'en 2015 les salariés partent le plus tôt possible et que la mesure pour carrières longues va continuer à produire des départs anticipés. Sur le long terme, ce sont les nouvelles projections démogra-

phiques de l'INSEE (2006), plus favorables à l'équilibre des régimes, qui expliquent la réduction du besoin de financement. Les projections par régimes donnent des résultats en cohérence avec les hypothèses. Par exemple, le déficit du régime de la FPE est plus important que prévu en début de période suite à la diminution du nombre de cotisants (non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, effets de la décentralisation), mais le solde négatif est moins élevé qu'annoncé en fin de période du fait que ce sont les fonctionnaires recrutés, moins nombreux, en début de période qui liquident alors leur retraite. Cette actualisation du besoin de financement fera l'objet d'interprétations différentes.

L'interprétation la plus éloignée de la nôtre verra d'abord dans le creusement du déficit dans la première période une justification aux mesures difficiles à prendre, par exemple un allongement supplémentaire de la durée d'assurance, tandis que la minoration du déficit à long terme peut justifier que l'application des réformes Balladur et Fillon suffise à équilibrer les régimes. Il nous faut donc dire que ces projections des besoins de financement intègrent toutes les régressions des réformes précédentes, et que celles-ci sont intenables à terme car l'équilibre des régimes va se faire par une baisse spectaculaire des taux de remplacement. A titre d'exemple, Jean-Christophe Le Duigou a dit que le taux de remplacement pour un salarié ouvrier (régime général + ARRCO) risquait de passer de 60 % aujourd'hui à 38 % en 2050.

La partie syndicale du COR a renouvelé sa demande d'une projection sur les taux de remplacement. Le COR se réunit le 21 novembre toute la journée pour examiner le nouveau rapport sur l'actualisation des projections. Il serait utile que ce rapport soit collectivement analysé dans les quelques jours entre sa remise aux membres du Cor et le 21 novembre.

Daniel Rallet

POUR

L'ENSEIGNEMENT
L'ÉDUCATION
LA RECHERCHE
LA CULTURE
LA FORMATION
L'INSERTION

Info



Année 14, n° 396 - Du 29 octobre au 2 novembre 2007 — N° ISSN: 1247-2859 —

Éditorial : Grenelle de l'environnement

Pour la FSU, la mise au débat public des questions environnementales, à l'occasion du Grenelle de l'environnement et le large consensus qui s'est exprimé sur la gravité des enjeux, marque une étape décisive face à la crise environnementale profonde qui menace la planète. Elle a contraint Nicolas Sarkozy à faire un certain nombre d'annonces qui constituent de premières avancées en particulier concernant les transports, le logement, le développement des énergies renouvelables, la santé. Mais on est encore loin de la « révolution verte » annoncée ; de nombreuses ambiguïtés demeurent sur le gel des cultures OGM, sur la réduction de l'utilisation des pesticides, le nucléaire. En matière de fiscalité l'engagement sur la création d'une taxe "climat-énergie" a comme contre partie l'allègement annoncé de la taxation du travail dans le cadre de la révision générale des prélèvements obligatoires. Cela pose problème et montre que le gouvernement continue à opposer l'environnemental et le social répondant ainsi aux préoccupations du MEDEF. Les grands objectifs retenus par le président de la République sont insuffisants et surtout la grande inconnue reste le financement : aucun engagement budgétaire concret ne permet de penser que des véritables mesures opérationnelles ni changement important seront mis en oeuvre. Les bonnes intentions affichées risquent de se heurter aux orientations économiques du gouvernement et aux diktats du MEDEF, aux blocages de la FNSEA notamment en ce qui concerne les politiques énergétiques, agricoles, des transports, d'aménagement du territoire... La FSU note également l'absence de proposition sur le rôle de l'État, son organisation, ses moyens : absence de moyens en terme d'outils de contrôle, en terme juridique, pas de service public de l'environnement. De même l'éducation à l'environnement est absente alors qu'elle est essentielle pour avancer vers la prise de conscience et le développement de comportements "responsables". Pour que la prise de conscience se traduise par des changements portant sur le global et les comportements, il est urgent de développer le débat démocratique et citoyen, et de mieux faire contribuer l'éducation, la recherche et la culture à l'élaboration de choix démocratiques, à de nouveaux comportements responsables et à des solutions durables. La gravité de la situation environnementale exige de poursuivre la vigilance et la mobilisation citoyenne pour aller vers des changements et des actions qui permettent d'articuler une modification des comportements individuels et la mise en cause des mécanismes du système économique qui conduisent à la situation actuelle.

Communiqué de presse FSU du 26 octobre 2007

Sommaire: P.1 : Éditorial - Déclaration du BDFN - Communiqué de presse des fédérations de l'éducation P.2 : Compte-rendu secteur femmes P.3 et 4 : Audition ministère du travail P.4 : Conseil d'orientation des retraites

Déclaration du BDFN-FSU

Le BDFN se félicite de l'appel unitaire à la grève le 20 novembre. Il appelle les personnels à y participer massivement :

- Pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et l'ouverture immédiate de négociations salariales.
- Pour un emploi public statutaire basé sur les besoins réels en matière de services publics.
- Pour préserver et améliorer le statut de la fonction publique et l'indépendance des personnels ; pour la défense de nos retraites et du code des pensions.
- Pour un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population.

Le BDFN appelle les SD à prendre rapidement des contacts unitaires pour assurer la réussite de cette journée notamment en développant une campagne d'opinion. La FSU éditera un matériel dans ce but.

En matière d'éducation, elle les invite à s'appuyer sur la campagne des 16 organisations de l'éducation « Assurer la réussite de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent ! » et à faire signer massivement la lettre au Président de la République.

Le BDFN appelle les personnels à utiliser cette journée pour débattre des suites permettant d'inscrire l'action dans la durée.

La FSU sera attentive au développement des mobilisations dans les divers secteurs.

Paris le 24 octobre 2007

Communiqué de presse des fédérations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Éducation

Tous en grève le 20 novembre

Les fédérations de l'éducation nationale dénoncent une politique gouvernementale qui va à l'encontre de la réussite de tous les jeunes. Avec 11200 suppressions de postes à la rentrée 2008, s'ajoutant aux milliers de suppressions de ces dernières années et au chômage croissant des précaires, une nouvelle étape est franchie dans la dégradation du service public d'éducation. La formule du premier Ministre annonçant « Moins de services, moins de personnels, moins d'État » va se traduire par des régressions inacceptables tant pour les élèves et les jeunes que pour les personnels.

Les conditions d'encadrement et d'enseignement vont atteindre un point critique. Les écoles, les établissements et les services les plus fragiles verront leurs difficultés accrues, les inégalités s'accroîtront. L'offre de formation sera réduite, l'objectif de la réussite de tous les élèves compromis. Les personnels verront leurs conditions de travail se détériorer davantage. La précarité s'accroîtra encore. Le pouvoir d'achat continuera de se dégrader et les garanties statutaires sont menacées.

Face à cette politique, les fédérations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Éducation estiment que l'heure est venue d'une riposte d'envergure pour obtenir un nouveau budget et donner un nouvel élan au système éducatif. Elles appellent les personnels à participer massivement à la grève et aux manifestations du 20 novembre dans le cadre de l'action Fonction publique. Elles les appellent également à poursuivre et amplifier la campagne d'opinion lancée par 17 syndicats et associations en faisant largement signer la pétition « Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent », en faisant voter la motion, en distribuant le tract commun et en saisissant toutes les occasions pour gagner la bataille de l'opinion.

Paris le 23 octobre 2007

Retrouvez les infos sur le site web de la fsu: <http://fsu.fr>

imprimé par nos soins- n°ISSN: 1247-2859- N°CPPAP: 0710 S 07455—Dépôt Légal: Octobre 2007—Prix: 0.4€
Directeur de la Publication: Gérard Aschieri
POUR L'ENSEIGNEMENT, L'ÉDUCATION, LA RECHERCHE, LA CULTURE, LA FORMATION, L'INSERTION, Info
3/5 rue de Metz - 75010 Paris - TEL: 0144799030 - FAX: 0148010252 - E-Mail : fsu.nationale@fsu.fr

Secteur femmes du 4 octobre 2007

Tour de table. Point sur l’organisation du secteur et présentation des dossiers pour l’année.

ORGANISATION INTERNE

1. composition du secteur

Nous avons récupéré la liste auprès de l’orga et constaté quelques anomalies (enlever Anne Leclerc pour le SNPESpjj ….) mais l’ensemble des syndicats et tendances a fait remonter la liste. Isabelle annonce que c’est sa dernière année.

Nous avons décidé d’associer le maximum de personnes au travail du collectif d’animation en travaillant par mels.

2. rythme et jour des réunions

Il a été décidé de maintenir l’alternance entre le mercredi et le jeudi pour les réunions plénières (environ 2 par trimestre).

3. invité-es

Si nécessaire nous aurons des invité-es, mais il parait souhaitable de travailler entre nous.

ORGANISATION EXTERNE

1. Intersyndicale

Cela fait 10 ans que nous participons au stage intersyndical avec Solidaire et la CGT, vers le 8 mars à la bourse du Travail de Saint Denis. L’an passé c’est essentiellement Sophie, Isabelle et Monique qui suivaient la mise en place. Cette année Sophie a commencé à suivre et souhaiterait être épaulée, Thomas se propose. Il serait intéressant de se renseigner pour filmer le stage (vidéo) car nous avons toujours des difficultés pour retranscrire les débats. Voir à passer l’annonce du stage suffisamment vite (problème des vacances) et aussi dans Pour. Nina faire appel à l’un des auteurs de « métiers, identités professionnelles et genre » : J Y Causer, R. Pfefferkorn, B. Woehl (l’Harmattan).

1 - Les situations d’inégalités professionnelles (dont les retraites des femmes) : état des lieux

2 - La conférence gouvernementale sur l’égalité professionnelle : table-ronde de syndicalistes

3 - Le corps des femmes : dans les médias, dans la pub, en général : quelles évolutions ? Quelles utilisations ? Quelles conséquences sur la vie des femmes.

4 - Mai 68, Un plus pour l’émancipation des femmes ?

2. CNDF/CADAC

Nous n’arrivons pas à suivre toutes les réunions de ces structures, il faudrait presque quelqu’un-e à temps plein et de surcroît parisien-ne ! Il y a d’ailleurs un désinvestissement des syndicats. Il faut donc décider ce sur quoi on s’engage. Nous pouvons suivre les rencontres nationales du CNDF (Isabelle, Monique, Marie-Caroline et Marie-Noëlle), l’AG de la CADAC (Marie-Caroline) et les actions ponctuelles (manifestations, rencontres …). Marie-Caroline va le dimanche 14/10 à la rencontre nationale mais il n’y aura personne le 13/10. Il nous est impossible de suivre toutes les commissions … Le service d’ordre de la Fsu est souvent demandé lors des manifestations.

3. audiences

Participation aux audiences en fonction des disponibilités et de sujets.

DOSSIERS

1. l’observatoire de l’égalité et la parité de la FSU

Nous avons invité Eliane Lancette pour nous faire le point sur l’observatoire. Peu de syndicats ont fait remonter le nom de la personne qui suivait l’observatoire (SNASUB, SNEP), une relance va être faite avant le prochain CDFN. Nous avons redit qu’il nous semblait important qu’il y ait aussi une représentation des SD (plus ou moins grosses, nord/sud …). Il faudrait l’officialiser au prochain CDFN (20 et 21 novembre). Il faudrait faire une inter-

vention, voir à la faire mettre dans le calendrier.

Une première réunion aura lieu le jeudi 15 novembre à 9h.

2. le questionnaire

Lors de la dernière réunion en juin, nous avons invité René Mouriaux pour réfléchir sur la façon d’orienter le travail que nous faisons depuis un an (avec toute la collecte de données que nous avons). Nous avons suffisamment de matériaux mais il nous faut aujourd’hui définir nos axes de recherche.

•La 1^{ere} question est celle de la représentativité des réponses que nous avons, qui de fait ne représente pas à égalité celle des congressistes (car base du volontariat, donc proportionnellement plus de femmes ont répondu). Peut-elle être corrigée ? Est-ce nécessaire ? Pour pouvoir analyser le questionnaire il faut dire que nous avons une représentativité politique/culturelle qui bien sûr ne fourni pas d’absolus.

•2^{eme} question sur le nombre de réponses. Certes le seuil de 1000 est souhaité (impossible ici) mais on peut travailler avec le nombre de réponses. Nous allons pouvoir faire surgir des questions.

•Autre question, qu’elle est « le profil professionnel »

•Attention aux termes employés comme « non enseignant ». Il faut d’ailleurs faire des avertissements

•Quand il n’y a pas de réponse à une question cela est à considérer comme proche du non.

•Manque l’activité politique et le niveau d’études dans le questionnaire

Il faudrait pouvoir avoir plus de données sur les secteurs, les SD.

Dans notre travail nous pourrions avoir 3 axes:

- Le profil de la militante Fsu à tous les niveaux (quantitatif qualitatif)

- Perception du secteur femmes et l’Observatoire

- Les tris croisés par âge, situation familiale, statut professionnel

Tout cela nous amène à avoir une grille de lecture et nous permet de reprendre tout. Creuser : est-ce que les femmes continuent à être handicapées ? Il faut absolument continuer par des enquêtes plus fines surtout dans les syndicats. Il faudrait peut-être voir aussi du côté des autres syndicats : la CGT (les mémoires de madeleine colin) ?

Dans le débat nous rappelions qu’il faudrait aussi travailler sur : la « victimisation », travailler sur les carrières, le sexisme et la parité dans le syndicalisme, les stéréotypes, lier les revendications Fsu avec l’extérieur, l’auto censure des femmes qui ont des responsabilités ….

Aujourd’hui, Annette reprend les tableaux et pense qu’on devrait faire une mise au point autour des compétences qui nous sont si souvent renvoyées comme argument à la parité. Des membres du BDFN, ou du CDFN, l’interpellent pour savoir ce qu’elle compte faire des données qu’elle a établies depuis plus d’un an. Nous proposons de faire un Pour Info avec tous les tableaux bien expliqués (mettre en relation un certain nombre de données) que nous avons et qui servira aussi de base à l’intervention au prochain CDFN.

Réunion le jeudi 8 novembre rue Cabanis à 11h.

3. secteur formation

Alain Cyroulnik est venu faire le point sur les stages. Rien ne nous empêche de proposer un stage femmes FSU (en plus du stage intersyndical de mars), voire à intervenir dans d’autres stages sur la dimension femmes (particulièrement dans les stages nouveaux militant-es) et dans les stages des SD.

Marie-Caroline Guérin

Audition au ministère du travail le 17 octobre

« La mixité, outil au service de la lutte contre les stéréotypes et pour l’égalité »

Commençons, par exprimer nos remerciements de pouvoir être entendu-es à l’occasion de la préparation de la conférence sur l’égalité.

Mais disons également qu’en ce qui concerne les emplois de la fonction publique, il n’est pas sûr qu’ils soient toujours un exemple de modèles égalitaires. La réussite scolaire, puis universitaire et aux concours de recrutement de la fonction publique font foi de l’engagement des femmes, de leur investissement, et de leurs compétences. Mais cette réussite doit être tempérée quand on ajoute aux indicateurs la qualité de l’insertion professionnelle et quand on observe la division socio-sexuée des postes et des déroulements de carrière.

Ce n’est pas le sujet, mais on a sûrement beaucoup à gagner auprès des jeunes à rendre visible et concrète une égalité de carrière, en particulier quand les emplois sont majoritairement féminins. Les femmes enseignantes sont aussi une image positive pour les élèves qui constatent qu’on peut être une femme et aussi une salariée, une intellectuelle, réussir des concours … On pourrait rappeler que s’il y a moins d’hommes c’est parce que le métier est peu valorisé, au moins du point de vue salarial !

A la FSU, nous voulons prendre en charge ces questions. Le sec-teur « femmes, contribue ainsi à rendre visibles les problématiques liées aux questions de genre, qu’elles soient professionnelles, édu-catives ou même syndicales (parité).

Je développerai quelques problèmes posés au système éducatif quand il s’agit de traiter les questions d’égalité :

- La mixité de sexe est une valeur :**

La mixité à l’école est effective en France depuis 1975. Mais aucune réelle dimension pédagogique n’est venue étayer cette organisation qui mettait pourtant fin à des siècles d’interdiction de mélange des sexes dans les écoles. La co-éducation et la prise en charge des représentations et des images de soi restent un "impensé pédagogique".

- C’est la co-éducation qu’il faut développer :**

Pour qu’elle soit une valeur, la mixité doit être envisagée sous l’angle de la **co-éducation**. Antoine Prost écrit à ce sujet *« de toutes les révolutions pédagogiques, la mixité est l’une des plus profondes »* L’école n’a jamais vraiment pensé cette structure comme un outil, elle est pourtant le premier lieu où on rencontre l’altérité. Il est trop peu envisagé d’utiliser la diversité comme outil du respect de l’autre. Cela permettrait pourtant de revisiter, par exemple, le concept d’hétérogénéité (s’en défier ou s’en saisir ?) sans oublier les valeurs sous-jacentes : l’égalité, la solidarité, le respect. Il serait urgent que la mixité passe d’obligation institutionnelle à un véritable enjeu éducatif.

Pourtant, cette modalité est absente des programmes scolaires, pire, le vocable employé ignore même jusqu’à la présence des deux sexes à l’école (« un » élève).

Dans le milieu scolaire, indifférence, renoncement, invisibilité caractérisent cet état. « Comme la séparation est plus spontanée que le mélange » (Zaïdman) les stéréotypes de sexe continuent de s’exprimer librement, en particulier dans la cour de récréation. Fonder une culture commune, développer le besoin de l’autre, apprendre ensemble sont des objectifs et des valeurs que le système éducatif devrait systématiquement piloter.

Considérer que la co-éducation est consubstantielle de l’égalité nécessite de s’y référer beaucoup plus souvent, de l’utiliser comme un acte pédagogique et d’y être formé.
Les programmes scolaires doivent être énoncés en prenant en compte le féminin et le masculin. (recommandations de la commission générale de terminologie-1998)

- Les filles réussissent, mais quoi ?**

Si la forte réussite scolaire des filles n’est plus à démontrer, elle

reste très marquée par leur appartenance de sexe.

Ainsi les LP sont des lieux quasi dé-mixés, pendant qu’au lycée la mixité n’est qu’apparente quand il s’agit d’observer le cœur de la classe (comparaison classe de L, classe de STI).

C’est principalement par le curriculum caché que ces différenciations sexuées entrent et sortent de l’école, validées par de nombreuses études qui affirment par exemple les valeurs différentes attribuées aux copies selon le sexe de l’élève. Les relations enseignant-es/élèves sont fortement marquées par des attentes différenciées selon le sexe. L’appropriation des savoirs subit ainsi une socialisation différenciée, invisible mais persistante. L’idéal républicain est troublé par les analyses qui, toutes, illustrent qu’il ne suffit pas de mettre ensemble les filles et les garçons pour produire de l’égalité.

La note de service concernant la mixité en 2000 souligne que les rapports sociaux de sexe sont parfaitement reproductibles à l’école.

Analyse sexuée des examens par niveaux, par filières mais aussi par région pour le lycée mais aussi pour les classes préparatoires et pour les cycles de l’université (dans un seul document annuel et diffusé aux régions, rectorats, IPR, syndicats …)

Analyse sexuée aussi de l’insertion des filles par région aussi (idem au dessus)

Mise en place d’une cellule ministérielle

Mise en place d’un module dans la formation des enseignant-es ?

Bilan donné au CSE en début d’année

Campagnes annuelles sur les stéréotypes ….

- Lutter contre les stéréotypes**

Dans les relations entre les élèves, l’expérience scolaire reste un lieu inévitable de construction des identités sexuées.

Mais comment faire « bouger » les jeunes quand leurs mères passent quatre fois plus de temps dans la sphère familiale que leur père, quand les métiers de leurs parents restent autant sexués, que leur livres d’histoire ignorent encore les grands noms des femmes, et que les programmes scolaires ne savent même pas qu’elles existent ?

L’éducation peut être un vecteur du changement des stéréotypes. L’école doit être un lieu il s’agit de remettre en cause une partie de leur identité en leur offrant des modèles possibles forts. L’exigence d’égalité doit rencontrer l’exigence d’identité.

Une véritable politique éducative s’élabore aussi en pensant à la variable « genre » mais l’école doit aussi se percevoir comme un lieu privilégié de discussion autour du phénomène inégalitaire filles/garçons, femmes/hommes.

Les programmes scolaires et les contenus pédagogiques doivent être des vecteurs de l’égalité mais ils doivent aussi penser les inégalités en terme de réalité sociale qui mettront du temps à reculer et contre lesquelles ils devront lutter. L’école ne doit pas/plus se cacher derrière sa façade égalitaire et mettre de côté certaines réalités, par exemple, du monde professionnel même si ses contenus évoluent. Les filières privilégiées par les garçons s’ouvrent peu à peu vers les filles, chaque année la réussite scolaire des filles progresse… Mais il reste aussi à apprendre aux filles que si les diplômés les protègent plus encore que les garçons face à l’emploi, le monde du travail est un monde âpre où les stéréotypes sont encore très puissants, où l’égalité des salaires à qualification égale n’est pas une réalité, où les conditions d’embauche ne sont pas les mêmes, où il faut s’affirmer, parfois en arguant de plus de compétences pour un même poste d’emploi. Il n’en reste pas moins vrai que leur capital scolaire reste le meilleur rempart.

De son côté, l’école doit prendre le temps de travailler auprès des jeunes pour déconstruire les stéréotypes, en particulier à l’âge des collégiens. Certaines disciplines, telle l’éducation physique apportent des contributions très concrètes dans la construction des identités et des modifications de représentation en faisant pratiquer des activités, « territoires » habituellement dévolus à « l’autre sexe » (elle aurait mérité une autre place dans le socle commun !).